EYB 2020-355740 – Résumé

Tribunal administratif du travail - division des relations du travail

Fafard et IGMB Gestion inc.

CM-2019-6595 (approx. 11 page(s))

10 juillet 2020

Décideur(s)

Aubertin, Benoit

Type d'action

REQUÊTE en fixation d'indemnités. ACCUEILLIE en partie.

Indexation

TRAVAIL; NORMES DU TRAVAIL; RECOURS; PLAINTE POUR CONGÉDIEMENT SANS CAUSE JUSTE ET SUFFISANTE; RÉPARATION DU PRÉJUDICE; RÉINTÉGRATION DU SALARIÉ; gestionnaire d'immeubles locatifs; congédiement; vol; motif de congédiement non démontré; requête en fixation d'indemnités; indemnité pour perte salariale; difficultés à trouver un nouvel emploi; salaire minimum; indemnité pour perte d'emploi; bris irrémédiable du lien de confiance; intérêts; dommages moraux; preuve des souffrances;

Résumé

La plaignante, gestionnaire d'immeubles locatifs, a été congédiée par l'employeur. Sa plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante a été accueillie par le Tribunal. Par la suite, elle a déposé une requête en fixation d'indemnités, laquelle n'a pas été contestée par l'employeur.

La plaignante gagnait un salaire de 19,23 \$ l'heure pour un total de 39 998,40 \$ par année. Après son congédiement, elle a eu de la difficulté à trouver un nouvel emploi puisque le motif de congédiement indiqué par l'employeur dans son relevé d'emploi est le vol, alors que ce vol n'a jamais été démontré. Elle a uniquement réussi à trouver des emplois moins rémunérateurs. Entre 2017 et 2019, elle a subi une perte salariale équivalant à 56 301,93 \$.

Compte tenu des allégations de vol formulées par l'employeur, lesquelles n'ont jamais été démontrées, le lien de confiance entre les parties est irrémédiablement brisé. La réintégration n'est pas souhaitable et la plaignante a donc droit à une indemnité pour perte d'emploi. Cette indemnité équivaut à deux semaines de salaire par année de service pour un total de 11 784,14 \$.

La plaignante réclame 5 000 \$ à titre de dommages-intérêts pour préjudice moral, mais elle n'a pas démontré de réelles souffrances physiques ou psychologiques. Cette réclamation est donc rejetée.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
(Division des relations du travail)

Région : Montérégie

Dossier : CM-2019-6595

Dossier employeur : 295093

Montréal, le 10 juillet 2020

DEVANT LE JUGE ADMINISTRATIF :

Benoit Aubertin

Nathalie Fafard

Partie demanderesse

c.

IGMB Gestion inc.

Partie défenderesse

DÉCISION

L'APERÇU

[1] À compter du mois d'octobre 2008, Nathalie Fafard (la plaignante) effectue la gestion générale de six immeubles locatifs appartenant à IGMB Gestion inc. (l'employeur). Le 13 juin 2016, l'employeur met fin à son emploi. Le 26 août 2019, le Tribunal accueille¹ la plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante qu'elle

¹ 2019 QCTAT 3797.

a déposée contre lui en vertu de l'article 124 de la *Loi sur les normes du travail*² (la LNT).

[2] Le 26 novembre suivant, la plaignante demande au Tribunal de déterminer les mesures de réparation appropriées en l'espèce.

[3] Deux jours plus tard, le Tribunal transmet une correspondance à l'employeur, lui demandant de communiquer par écrit sa position et ses motifs à l'égard de chaque élément de la réclamation qu'il conteste, de même qu'un état des montants qui, le cas échéant, devraient être accordés. L'employeur est également avisé qu'à défaut de répondre dans le délai indiqué, le Tribunal pourra rendre une décision sans autre avis ni délai.

[4] L'employeur a omis, refusé ou négligé de répondre à cette demande dans le délai imparti.

[5] Le 10 janvier 2020, le Tribunal demande à la procureure de la plaignante de produire la ou les déclarations sous serment et la preuve documentaire au soutien de la réclamation de sa cliente. Une copie de cette correspondance est également transmise à l'employeur.

[6] Le 14 avril 2020, la procureure de la plaignante transmet au Tribunal une réclamation amendée, laquelle fait état d'une somme de 83 887,70 \$, à parfaire. Elle envoie au même moment une déclaration sous serment signée par la plaignante, ainsi que les documents au soutien de la réclamation de cette dernière.

[7] Le détail de la réclamation se lit comme suit :

I. INDEMNITÉ POUR LE SALAIRE ET AVANTAGES PERDUS

A. SALAIRE PERDU :

Selon les talons de paie de IGMB Gestion à partir de la période de novembre 2015 jusqu'au dernier relevé de paie daté du 9 juin 2016, produit sous la cote P-6, le taux horaire en vigueur à la fin d'emploi de la plaignante était de 19.23 \$ de l'heure, soit un revenu hebdomadaire de 769.20 \$ ce qui fait un revenu annuel 39 998.40 \$.

1) Pour la période du 14 juin 2016 au 31 décembre 2016 :

Salaire = 769.20 \$ par semaine

769.20 \$ X 29 semaines = 22 306.80 \$

À déduire :

Indemnité de préavis versée à la fin d'emploi : 3 076.80 \$

² RLRQ, c. N-1.1.

Sous-total pour le salaire perdu : **19 230 \$**

VACANCES :

6% de 22 306.80 \$

Sous-total pour les autres avantages perdus : **1 338.41 \$**

2) Pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017 :

a) Salaire qu'aurait gagné la salariée si elle n'avait pas été congédiée :

- 769.20 \$ X 52 semaines = 39 998.40 \$

b) Salaire gagné ailleurs :

- 13 174.85 + 2 923.75 \$ = 16 098.60 \$

c) Salaire perdu :

- 2017 : **23 899.80 \$**

3) Pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018 :

d) Salaire qu'aurait gagné la salariée si elle n'avait pas été congédiée :

- 769.20 \$ X 52 semaines = 39 998.40 \$

e) Salaire gagné ailleurs :

- 28 316.63 + 1 540 \$ = 29 856.63 \$

f) Salaire perdu :

- 2018 : **10 141.77 \$**

4) Pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 :

g) Salaire qu'aurait gagné la salariée si elle n'avait pas été congédiée :

- 769.20 \$ X 52 semaines = 39 998.40 \$

h) Salaire gagné ailleurs :

- 4476.71 \$ + 3735 \$ + 13 752.69 + 15 003.14 = 36 967.54 \$

i) Salaire perdu :

- 2019 : **3030.86 \$**

TOTAL POUR LE SALAIRE ET AUTRES AVANTAGES PERDUS = 57 640.84 \$

II. INDEMNITÉ DE PERTE D'EMPLOI

Dans l'éventualité où le Tribunal statue que la réintégration est impossible, la plaignante demandera que la réintégration doive être substituée par une indemnité de perte d'emploi.

La Plaignante comptabilisait 7 ans et 8 mois d'années de service continu chez l'employeur.

7,66 ans x 2 semaines par année de service = 7.66 x 769.20 \$ x 2 = 11 784,14 \$

TOTAL POUR L'INDEMNITÉ DE PERTE D'EMPLOI = 11 784,14 \$

III. DOMMAGES MORAUX

Compte tenu des circonstances du présent dossier et des motifs invoqués dans la déclaration sous serment, la plaignante demande des dommages moraux de 5 000 \$.

TOTAL POUR DOMMAGES MORAUX = 5 000 \$

IV. INTÉRÊTS

Réclamation totale : 69 424.98 \$ (en excluant les dommages moraux qui seront ordonnés ultérieurement)

Intérêts de la date de la plainte jusqu'au jugement : intérêts à taux médian

14 juillet 2016 au 26 août 2019
= 6 813.16 \$

Intérêts de la date du jugement à aujourd'hui : intérêts à 100 %

26 août 2019 au 2 octobre 2019
= 1 690.92 \$

TOTAL POUR LES INTÉRÊTS = 9 462.72 \$ à parfaire

GRAND TOTAL DÛ = 83 887.70 \$ À PARFAIRE

[8] Le Tribunal doit ainsi déterminer le montant des indemnités qui sont dues à la plaignante, le cas échéant.

L'ANALYSE ET LES MOTIFS

[9] L'article 128 de la LNT prévoit ce qui suit :

128. Si le Tribunal administratif du travail juge que le salarié a été congédié sans cause juste et suffisante, il peut:

1° ordonner à l'employeur de réintégrer le salarié;

2° ordonner à l'employeur de payer au salarié une indemnité jusqu'à un maximum équivalant au salaire qu'il aurait normalement gagné s'il n'avait pas été congédié;

3° rendre toute autre décision qui lui paraît juste et raisonnable, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire.

Cependant dans le cas d'un domestique ou d'une personne dont la fonction exclusive est d'assumer la garde ou de prendre soin d'un enfant, d'un malade, d'une personne handicapée ou d'une personne âgée, le Tribunal administratif du travail ne peut qu'ordonner le paiement au salarié d'une indemnité correspondant au salaire et aux autres avantages dont l'a privé le congédiement.

L'INDEMNITÉ POUR PERTE DE SALAIRE

[10] Alors qu'elle était à l'emploi de l'employeur, la plaignante gagnait un salaire de 19,23 \$ l'heure, soit 769,20 \$ par semaine et 39 998,40 \$ par année.

[11] À la suite de son congédiement, la plaignante tente de se retrouver un nouvel emploi dans le même domaine d'activité, sans succès. Elle explique que sa recherche d'emploi a été particulièrement difficile puisque le motif de congédiement allégué par l'employeur dans le relevé d'emploi émis à son égard est le vol. Or, elle clame son innocence et affirme avoir été informée de ces accusations uniquement lors de la réception de son relevé d'emploi. De plus, elle mentionne que lors de l'annonce de sa fin d'emploi, l'employeur affirme plutôt qu'il « coupe son poste ». Pour sa part, l'employeur n'a aucunement démontré quelque vol que ce soit, étant absent lors de l'audience.

[12] La plaignante explique que dans ce contexte, craignant que l'employeur répande des allégations qu'elle estime mensongères à son égard, elle ne fait pas état de son emploi au sein de celui-ci dans le cadre de sa recherche d'un nouvel emploi. Ayant par conséquent peu de références à fournir, ses recherches sont infructueuses. Elle explique alors avoir dû finalement rechercher dans un autre domaine d'activité.

[13] De juin 2017 à octobre 2017, elle occupe un emploi d'aide-cuisinière, à temps partiel. Elle gagne un salaire de 11,25 \$ l'heure. En octobre 2017, elle commence un emploi de cuisinière et serveuse dans un autre restaurant. Elle gagne un salaire de 9,45 \$ l'heure, plus les pourboires.

[14] Elle explique que lorsqu'elle exerce ces deux emplois, elle tente d'en trouver un autre, plus rémunérateur.

[15] En octobre 2018, occupant toujours son poste de cuisinière et serveuse, elle trouve un deuxième emploi, dans un salon de quilles, à raison de 8 heures par semaine.

[16] En février 2019, le restaurant où elle travaille ferme ses portes. Elle commence donc à travailler de 30 à 35 heures par semaine au salon de quilles, poste qu'elle

occupe encore aujourd'hui. Elle gagne le salaire minimum. Au courant de l'année 2019, elle trouve un second emploi dans un autre restaurant.

[17] La plaignante produit les relevés fiscaux démontrant les salaires gagnés auprès de tous ces employeurs au fil des ans.

[18] Compte tenu de tout ce qui précède, la plaignante a droit à une indemnité pour perte de salaire qui se détaille comme suit.

[19] Au courant de l'année 2016, à la suite de son congédiement, la plaignante ne trouve aucun autre emploi. Étant congédiée le 13 juin 2016, elle a ainsi été privée de 29 semaines de salaire, ce qui représente une somme de 22 306,80 \$. Le Tribunal doit également prendre en considération la somme de 3 076,80 \$, que la plaignante a reçue à titre de préavis. Ainsi, le Tribunal détermine qu'elle a droit à une indemnité pour perte salariale de 19 230,00 \$ pour l'année 2016.

[20] L'indemnité pour vacances réclamée pour l'année 2016 n'est cependant pas accordée. En effet, la preuve documentaire produite démontre que la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail a obtenu, au profit de la plaignante, un jugement condamnant l'employeur à payer à cette dernière notamment une somme de 1 553,66 \$ à titre de congé annuel, pour la période comprise du 19 novembre 2015 au 31 décembre 2015 et du 1^{er} janvier 2016 au 13 juin 2016. De plus, dans sa déclaration assermentée, la plaignante affirme avoir reçu cette somme. Par conséquent, le Tribunal ne peut l'accorder.

[21] Ensuite, pour les années 2017 à 2019, l'indemnité est calculée de la manière suivante :

Année	Salaires qui auraient été gagnés chez l'employeur	Salaires gagnés auprès d'autres employeurs selon les relevés fiscaux produits	Indemnité pour perte de salaire due
2017	39 998,40 \$	16 098,60 \$	23 899,30 \$
2018	39 998,40 \$	29 856,63 \$	10 141,77 \$
2019	39 998,40 \$	36 967,54 \$	3 030,86 \$

[22] L'indemnité totale pour perte de salaire est donc de 56 301,93 \$ (19 230,00 \$ + 23 899,30 \$ + 10 141,77 \$ + 3 030,86 \$).

L'INDEMNITÉ POUR PERTE D'EMPLOI

[23] La plaignante est d'avis que sa réintégration est impossible et demande qu'elle soit substituée par une indemnité pour perte d'emploi.

[24] La réintégration est la mesure de réparation normale en cas de congédiement sans cause juste et suffisante et elle doit être ordonnée, à moins de circonstances exceptionnelles³. Or, la plaignante affirme que, compte tenu des allégations de l'employeur à son égard, voulant qu'elle ait été l'auteure d'un vol alors qu'elle affirme n'avoir rien à se reprocher, le lien de confiance entre eux est irrémédiablement brisé.

[25] Le Tribunal partage l'avis de cette dernière et considère que dans un tel contexte la réintégration n'est pas souhaitable.

[26] Il est bien établi⁴ que le Tribunal peut accorder une indemnité pour perte d'emploi lorsque la réintégration est impossible, et ce en sus de l'indemnité pour perte de salaire.

[27] Le montant de l'indemnité pour perte d'emploi est déterminé notamment en fonction de l'âge de la salariée, de ses années de service, de la nature de son emploi et de la difficulté à se retrouver un emploi similaire.

[28] Appliquant ces critères, le Tribunal considère que l'indemnité réclamée par la plaignante, soit 2 semaines de salaire par année de service, est raisonnable. Puisqu'elle bénéficiait de 7,66 années de service et que son salaire hebdomadaire était de 769,20 \$, l'indemnité pour perte d'emploi est donc fixée à 11 784,14 \$.

LES DOMMAGES MORAUX

[29] La plaignante réclame la somme de 5 000 \$ à titre de dommages moraux. Elle justifie cette demande de la manière suivante :

54) De plus, je réclame des dommages moraux étant donné la mauvaise foi dont a fait preuve l'employeur au moment de la fin d'emploi et pour le déroulement qui s'en est suivi dans le dossier;

55) Je détenais une assurance hypothécaire avec la banque CIBC qui couvre les paiements hypothécaires en cas de perte d'emploi;

56) Étant donné le motif indiqué sur le relevé d'emploi, soit le vol d'entreprise, je n'ai pas pu bénéficier de cette couverture, qui est normalement m'aurait aidée à couvrir les paiements hypothécaires puisque je me retrouvais du jour au lendemain sans emploi;

57) Ceci m'a occasionné stress, troubles, ennuis et inconvénients;

³ *Carrier c. Mittal Canada inc.*, 2014 QCCA 679.

⁴ *Immeubles Bona Itée c. Labelle*, [1995] AZ-95011396 (C.A.).

58) La façon d'agir de monsieur Boulerice dans les circonstances s'apparente à de la mauvaise foi;

59) Je réclame par conséquent des dommages moraux au montant de 5 000 \$ pour les pertes subis et les inconvénients;

[30] Le Tribunal n'a aucune preuve des prétendues « *perles subies* » et n'accordera aucune somme à cet égard.

[31] De plus, pour obtenir une compensation à titre de dommages moraux, le requérant ne peut simplement affirmer être affecté par un comportement fautif de la part son employeur. Il doit offrir une preuve démontrant l'existence de réelles souffrances physiques ou psychologiques, de consultations médicales, d'aide professionnelle ou de perte d'estime de soi.⁵

[32] Compte tenu des affirmations laconiques de la plaignante, le Tribunal conclut que la preuve est insuffisante pour justifier l'octroi de dommages moraux.

LES INTÉRÊTS

[33] La plaignante réclame des intérêts à compter du dépôt de sa plainte, soit le 14 juillet 2016, et ce, sur l'ensemble des sommes réclamées. Or, seule l'indemnité pour perte de salaire porte intérêts depuis cette date. L'indemnité pour perte d'emploi portera intérêt 8 jours après le prononcé de la présente décision, dans l'éventualité où l'employeur fait défaut d'indemniser la plaignante dans ce délai.

[34] Pour calculer les intérêts sur l'indemnité pour perte de salaire, le Tribunal retient la méthode de calcul élaborée dans l'affaire *Bohec c. Les publications Québecor inc.*⁶, laquelle permet de considérer l'accroissement progressif de la perte salariale. Cette méthode est décrite comme suit :

[...] pour tenir compte de l'accroissement progressif de la perte de salaire sans tomber dans des complications de calcul savant, il est convenable d'appliquer cet intérêt à la moitié du total des salaires perdus, une moitié compensant l'autre dans le calcul des intérêts [...] et ce jusqu'au moment de la réintégration. Par la suite, le taux d'intérêt s'applique en entier jusqu'au moment du paiement de l'indemnité.

[35] Le taux d'intérêt devant être utilisé est celui prévu à l'article 28 de la *Loi sur l'administration fiscale*⁷. Ce taux est de 6 % du 14 juillet 2016 au 30 septembre 2018, de 7 % du 1^{er} octobre 2018 au 30 juin 2020 et de 6 % depuis le 1^{er} juillet 2020.

[36] Le calcul des intérêts se fait donc de la manière suivante :

⁵ *Gagnon c. Saulnier Automobile inc. (Kia St-Eustache enr.)*, 2017 QCTAT 2146; *Brisebois c. Technologies Digital Shape inc.*, 2014 QCCRT 0301.

⁶ [1979] T.T. 268.

⁷ RLRQ, c. A-6.002.

CALCUL DE L'INTÉRÊT
(taux d'intérêt divisé par 2)

Période 1

somme visée	56 301,93 \$	
début de la période	14 juil. 2016	
fin de la période	30 sept. 2018	
nombre de jours durant cette période	808	
taux légal d'intérêt durant cette période	6 %	
taux d'intérêt ÷ 2	3,0 %	3 736,51 \$

Période 2

somme visée	56 301,93 \$	
début de la période	1 oct. 2018	
fin de la période	26 août 2019	
nombre de jours durant cette période	329	
taux légal d'intérêt durant cette période	7 %	
taux d'intérêt ÷ 2	3,5 %	1 774,99 \$

TOTAL : **5 511,50 \$**

CALCUL DE L'INTÉRÊT
(taux d'intérêt non divisé par 2)

Période 1

somme visée	56 301,93 \$	
début de la période	27 août 2019	
fin de la période	30 juin 2020	
nombre de jours durant cette période	308	
taux légal d'intérêt durant cette période	7 %	3 323,39 \$

Période 2

somme visée	56 301,93 \$	
début de la période	1 juil. 2020	
fin de la période	10 juil. 2020	
nombre de jours durant cette période	9	
taux légal d'intérêt durant cette période	6 %	83,24 \$

TOTAL : **3 406,63 \$**

[37] Le montant total des intérêts dus pour la perte de salaire se chiffre donc à 8 918,13 \$ (5 511,50 \$ + 3 406,63 \$).

CONCLUSION

[38] Compte tenu de tout ce qui précède, l'employeur doit à la plaignante un montant global de 77 004,20 \$ (56 301,93 \$ + 11 784,14 \$ + 8 918,13 \$).

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL :

- ACCUEILLE** partiellement la demande de fixation d'indemnité;
- FIXE** à 56 301,93 \$ l'indemnité due à **Nathalie Fafard** pour perte de salaire;
- FIXE** à 11 784,14 \$ l'indemnité due à **Nathalie Fafard** pour perte d'emploi;
- FIXE** à 8 918,13 \$ le montant des intérêts dus à **Nathalie Fafard** en date de la présente décision;
- ORDONNE** à **IGMB Gestion inc.** de verser à **Nathalie Fafard** la somme globale de 77 004,20 \$ dans les huit (8) jours de la signification de la présente décision;

DÉCLARE

qu'à défaut d'être indemnisée dans le délai prescrit, **Nathalie Fafard** sera en droit d'exiger de **IGMB Gestion inc.**, pour chaque journée de retard, un intérêt sur l'indemnité due au taux fixé suivant l'article 28 de la *Loi sur l'administration fiscale*.

Benoit Aubertin

M^e Farah Rousseau
PINEAULT AVOCATS CNESST
Pour la partie demanderesse

M. Franco Cacchione (ABSENT)
Pour la partie défenderesse

Date de la mise en délibéré : 14 avril 2020

BA/np